



**PRÉFET
D'INDRE-
ET-LOIRE**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

**Direction Régionale de l'Environnement,
de l'Aménagement et du Logement
Centre-Val de Loire**

Unité interdépartementale d'Indre-et-Loire et de Loir-et-Cher
ZA n° 2 «Les Ailes»
25, rue des Ailes
37210 Parçay-meslay

Parçay-meslay, le 23/04/2024

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 16/04/2024

Contexte et constats

Publié sur **GÉORISQUES**

OGD (ORTEC GENERALE DE DEPOLLUTION)

15, rue du Buisson Aux Fraises
ZI de la Bonde - Bâtiment A
91300 Massy

Références : RAPVI_2024/360
Code AIOT : 0010012202

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 16/04/2024 dans l'établissement OGD (ORTEC GENERALE DE DEPOLLUTION) implanté 512, rue de l'Etang Vignon ZA de l'Etang Vignon - BP 8 37210 Vouvray. L'inspection a été annoncée le 26/02/2024. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

-

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- OGD (ORTEC GENERALE DE DEPOLLUTION)
- 512, rue de l'Etang Vignon ZA de l'Etang Vignon -BP 8 37210 Vouvray

- Code AIOT : 0010012202
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Oui

Le groupe ORTEC est spécialisé dans le secteur du traitement et de la valorisation des déchets et intègre une filière spécialisée dans la gestion et la dépollution des sites et sols: ORTEC GENERALE DE DEPOLLUTION (OGD).

La société OGD exploite sous le nom commercial VALORTERRE le traitement des terres polluées pour permettre leur réutilisation sur différents sites de valorisation et/ou d'élimination.

Deux personnes sont employées sur le site.

Le traitement de terres polluées par biopile a démarré le 28/06/2023.

Thèmes de l'inspection :

- AN24 PFAS

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits conduisant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse

approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
1	Liste des substances PFAS	Arrêté Ministériel du 20/06/2023, article 2	Demande d'action corrective	60 jours
4	Exigences pour le prélèvements	Arrêté Ministériel du 20/06/2023, article 4	Demande de justificatif à l'exploitant	60 jours
8	Suivi biopile	Arrêté Préfectoral du 12/06/2019, article 3.2.5	Demande d'action corrective	60 jours

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
2	Réalisation des campagnes d'analyse	Arrêté Ministériel du 20/06/2023, article 3	Sans objet
3	Qualifications pour réaliser les campagnes d'analyse	Arrêté Ministériel du 20/06/2023, article 4	Sans objet
5	Précisions des mesures	Arrêté Ministériel du 20/06/2023, article 4	Sans objet
6	Déclaration des résultats GIDAF	Arrêté Ministériel du 20/06/2023, article 4	Sans objet
7	VLE en sortie de la biopile	Arrêté Préfectoral du 12/06/2019, article 3.2.3	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Les constats relevés lors de cette inspection figurent dans le tableau ci-dessus.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Liste des substances PFAS

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 20/06/2023, article 2
Thème(s) : Actions nationales 2024, Réalisation et tenue à jour de la liste de PFAS
Prescription contrôlée : L'exploitant d'une installation mentionnée à l'article 1er établit, sous trois mois, la liste des substances PFAS utilisées, produites, traitées ou rejetées par son installation, ainsi que des substances PFAS produites par dégradation. Il tient cette liste à jour à la disposition de l'inspection des installations classées. Si de telles substances ont été utilisées, produites, traitées ou rejetées avant l'entrée en vigueur du présent arrêté, elles sont également mentionnées en tant que telles dans la liste, ainsi que la date à laquelle elles sont susceptibles d'avoir été rejetées.
Constats : L'exploitant ne dispose pas de produits spécifiques à son process de traitement de terres polluées. Les seuls produits présents sur place sont des produits concernant l'entretien courant des engins de levage tel que cartouches de graisse, GNR et ad-blue. Les terres polluées sont traitées soit par biotertre, soit par biopile. Le seul ajout concerne l'amendement de matière organique ou structurante dans le process de traitement. L'exploitant a indiqué à l'inspection qu'il avait retenu d'effectuer l'analyse que sur les 20 substances PFAS obligatoires uniquement. Considérant que l'exploitant ne maîtrise pas forcément les teneurs en PFAS des terres d'entrantes, l'inspection a indiqué qu'il serait opportun d'effectuer les prochaines analyses sur les 8 autres substances PFAS optionnelles. Au regard des rubriques 2791 et 3532 pour lesquelles l'exploitant est soumis, la première analyse a été réalisée le 15/03/2024, soit 9mois après l'entrée en vigueur de l'arrêté du 20 juin 2023, conformément à celui-ci. [Pdc n°1]: L'exploitant poursuit ses analyses sur les 20 substances PFAS obligatoires et les 8 substances optionnelles, considérant l'absence de connaissance totale des terres polluées entrantes.
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : L'exploitant transmet à l'inspection des installations classées les justificatifs permettant de répondre au constat [Pdc n° 1] formulé.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective
Proposition de délais : 60 jours

N° 2 : Réalisation des campagnes d'analyse

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 20/06/2023, article 3
Thème(s) : Actions nationales 2024, Exhaustivité des paramètres analysés et échéances
Prescription contrôlée :

<p>L'exploitant d'une installation mentionnée à l'article 1er réalise une campagne d'identification et d'analyse des substances PFAS sur chaque point de rejets aqueux de l'établissement, à l'exception des points de rejet des eaux pluviales non souillées. Les émissaires d'eaux de ruissellement des zones où ont été utilisées des mousses d'extinction d'incendie en quantité significative sont également concernés par cette campagne, ainsi que ceux d'eaux contaminées par des PFAS d'une manière plus générale.</p>
<p>Constats :</p> <p>L'exploitant a analysé le point de rejets de la plateforme accueillant les eaux pluviales s'écoulant sur la zone d'activités ayant transité dans les biopiles et/ou des biotertres (terres et matériaux pollués), dénommé n° 2 dans l'arrêté préfectoral, sur les 20 PFAS obligatoires. Les points de rejet n° 3 et 4 étant des eaux pluviales du parking d'entrée et de l'aire de lavage n'utilisant aucun produit, ils n'ont pas été analysés. L'inspection n'a pas d'observation particulière sur cette analyse.</p> <p>Comme indiqué au point de contrôle n° 1, l'exploitant a réalisé une première mesure le 15/03/2024, soit 9 mois après l'entrée en vigueur de l'arrêté du 20 juin 2023, conformément à celui-ci.</p> <p>[Pdc n° 2]: Pas d'écart constaté.</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>-</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N° 3 : Qualifications pour réaliser les campagnes d'analyse

<p>Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 20/06/2023, article 4</p>
<p>Thème(s) : Actions nationales 2024, Accréditation des organismes mandatés</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Les mesures (prélèvement et analyse) des substances mentionnées au 2° de l'article 3 et les prélèvements des substances mentionnées au 3° de l'article 3 sont effectués par un organisme ou laboratoire agréé ou, s'il n'existe pas d'agrément pour le paramètre mesuré, par un organisme ou laboratoire accrédité par le Comité français d'accréditation ou par un organisme signataire de l'accord multilatéral pris dans le cadre de la Coordination européenne des organismes d'accréditation.</p>
<p>Constats :</p> <p>L'exploitant a indiqué avoir mandaté la société SOCOTEC pour réaliser le prélèvement. L'inspection des installations classées constate que c'est le laboratoire CHELAB qui a réalisé les analyses. Or au regard de la liste des organismes accrédités pour le prélèvement et l'analyse des PFAS que dispose l'inspection, le laboratoire susmentionné n'apparaît pas comme étant accrédité. Sur le rapport est mentionné le logo suivant «ACCREDIA (L'ente Italiano di</p>

étant accrédité. Sur le rapport est mentionné le logo suivant «ACCREDIA (L'ente Italiano di accreditamento)» laissant supposer que le laboratoire dispose d'une accréditation Italienne. Interrogé sur le sujet l'exploitant s'est retourné vers le laboratoire et a fourni une lettre du COFRAC réf: E/19/006/SRO/KVI daté du 11 juin 2019 reconnaissant l'accréditation du laboratoire CHELAB.

[Pdc n° 3]: Pas d'écart constaté.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

-

Type de suites proposées : Sans suite

N° 4 : Exigences pour le prélèvements

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 20/06/2023, article 4

Thème(s) : Actions nationales 2024, Exigences pour le prélèvement

Prescription contrôlée :

Les prélèvements sont réalisés dans des conditions représentatives de l'activité normale de l'installation.

Les prélèvements sont effectués au(x) point(s) de rejet aqueux avant toute dilution avec d'autres effluents.

Les prélèvements sont réalisés pour les substances énumérées à l'article 3 à partir d'un échantillonnage réalisé sur une durée de 24 heures. Dans le cas où il est impossible d'effectuer un prélèvement proportionnel au débit de l'effluent, un prélèvement asservi au temps ou des prélèvements ponctuels, si la nature des rejets le justifie, sont réalisés. L'exploitant justifie alors cette impossibilité.

Constats :

Au jour du prélèvement, l'exploitant a indiqué avoir sur place environ 15 000 tonnes de terres en attente de traitement et que 2 chargements représentant 56,82 tonnes sont arrivés sur le site pour être traités.

L'exploitant a transmis ces éléments au travers de son logiciel de suivi HestiaTerre. L'inspection a demandé à l'exploitant de lui indiquer le tonnage exact à la date du jour du prélèvement, soit le 15 mars 2023. L'exploitant n'a cependant pas été en mesure d'indiquer le tonnage exact des terres présentes sur la plateforme, ni l'origine des terres présentes.

Le prélèvement est effectué juste avant le rejet dans le milieu naturel dans le bassin servant de rétention.

[Pdc n° 4]: Pas d'écart constaté sur la prescription, mais l'inspection formule une demande à l'exploitant voir ci-après.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

L'exploitant transmet la liste de l'origine des terres présentes le 15 mars 2024 avec la quantité exacte. Par ailleurs, il serait intéressant que l'exploitant dispose de ces informations sur le logiciel à un instant « T ».

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant

Proposition de délais : 60 jours

N° 5 : Précisions des mesures

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 20/06/2023, article 4

Thème(s) : Actions nationales 2024, Respect des limites de quantification

Prescription contrôlée :

Pour l'utilisation de la méthode indiciaire (AOF) mentionnée au 1° de l'article 3, une limite de quantification de 2 µg/L est respectée.

Pour chacune des substances PFAS mentionnées au 2° et au 3° de l'article 3, une limite de quantification de 100 ng/L est respectée.

Si une substance PFAS n'est pas quantifiée ou quantifiée à une concentration inférieure à 100ng/L, la mention «non quantifiée» est précisée.

Constats :

L'exploitant a transmis le rapport n° RP-ENV-24000038014 du 28/03/2024 du laboratoire CHELAB (Mérieux Nutrisciences), dont les résultats sont consignés dans le tableau suivant :

Paramètre (code SANDRE) [numéro CAS]	Remarque d'analyse	Analyse Concentration (µg/L) du 15/03/2024
AOF (8986)	Résultat < LQ de l'AM	1,31
PFBA (5980) [375-22-4]	Résultat > LQ	0,116

PFPeA (5979) [2706-90-3]	Résultat > LQ	0,65
PFHxA (5978) [307-24-4]	Résultat > LQ	0,23
PFHxA (5978) [307-24-4]	Résultat > LQ	0,23
PFHpA (5977) [375-85-9]	Résultat < LQ	0.092
PFOA (5347) [335-67-1]	Résultat < LQ (non quantifié)	0.05
PFNA (6508) [375-95-1]	Résultat < LQ (non quantifié)	0.05
PFDA (6509) [335-76-2]	Résultat < LQ (non quantifié)	0.05
PFUnA (6510) [2058-94-8]	Résultat < LQ (non quantifié)	0.05
PFDoA (6507) [307-55-1]	Résultat < LQ (non quantifié)	0.05
PFTTrA (6549) [72629-94-8]	Résultat < LQ (non quantifié)	0.05
PFBS (6025) [375-73-5]	Résultat < LQ (non quantifié)	0.05
PFPeS (8738) [2706-91-4]	Résultat < LQ (non quantifié)	0.05
PFHS (6830) [355-46-4]	Résultat < LQ (non quantifié)	0.05
PFHpS (6542) [375-92-8]	Résultat < LQ (non quantifié)	0.05
Sul PFOS (6561) [1763-23-1]	Résultat < LQ (non quantifié)	0.05
PFNS (8739) [68259-12-1]	Résultat < LQ (non quantifié)	0.05
PFDS (6550) [335-77-3]	Résultat < LQ (non quantifié)	0.05
PFUnDS (8740) [749786-16-1]	Résultat < LQ (non quantifié)	0.05
PFDoDS (8741) [79780-39-5]	Résultat < LQ (non quantifié)	0.05
PFTTrDS (8742) [791563-89-8]	Résultat < LQ (non quantifié)	0.05

Somme des 20 PFAS	1.091
<p>Le résultat fait apparaître les 3 paramètres PFBA, PFPeA et PFHxA au-dessus de la valeur de quantification. Par ailleurs, les paramètres AOF et PFHpA ont été détectés en dessous de la valeur de quantification demandé par le ministère.</p> <p>[Pdc n° 5]: Pas d'écart constaté.</p>	
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>-</p>	
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>	

N° 6 : Déclaration des résultats GIDAF

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 20/06/2023, article 4
Thème(s) : Actions nationales 2024, Restitution des résultats sur GIDAF
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>L'exploitant transmet les résultats commentés de ces campagnes d'analyse, par voie électronique, à l'inspection des installations classées au plus tard le dernier jour du mois suivant chaque campagne. Ces résultats sont transmis conformément à l'arrêté du 28 avril 2014 susvisé.</p>
<p>Constats :</p> <p>L'inspection a constaté que l'exploitant avait renseigné la première mesure dans le mois suivant le résultat. Les 2 autres analyses n'ayant pas encore été réalisées, elles ne sont pas encore présentes dans l'application GIDAF. L'exploitant a déclaré que la prochaine analyse était prévue le 17/04/2024, soit le lendemain de cette inspection.</p> <p>[Pdc n° 6]: Pas d'écart constaté.</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>-</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N° 7 : VLE en sortie de la biopile

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 12/06/2019, article 3.2.3
Thème(s) : Risques chroniques, concentration en sortie de la biopile
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Les flux de polluants rejetés dans l'atmosphère sont inférieurs aux valeurs limites suivantes :</p>

Paramètres	Concentration maximale en sortie de la biopile
NH3	20mg/Nm ³
COVNM (en carbone total)	50mg/Nm ³
Somme des COV visés à l'annexe III de l'arrêté ministériel du 2 février 1998.	20mg/Nm ³
Somme des composés organiques volatils halogénés auxquels sont attribués les mentions de dangers H341 ou H351.	20mg/Nm ³
Somme des substances ou mélanges auxquels sont attribuées, ou sur lesquels doivent être apposées les mentions de danger H340, H350, H350i, H360D ou H360F ou en raison de leur teneur en COV.	2 mg/Nm ³

Si présence de terres et matériaux présentant des pollutions métalliques au-delà de 3 fois les seuils réglementés dans l'arrêté ministériel du 12 décembre 2014 dans les terres, les paramètres suivants sont analysés en sus:

Paramètres	Flux	Concentration maximale en sortie de la biopile
Cadmium (Cd)	Si le flux horaire total de cadmium, mercure, thallium et de leurs composés dépasse 1g/h.	0,05mg/m ³
Mercure (Hg)	Si le flux horaire total de cadmium, mercure, thallium et de leurs composés dépasse 1 g/h.	0,05 mg/m ³
Thallium (Tl)	Si le flux horaire total de cadmium, mercure, thallium et de leurs composés dépasse 1 g/h.	0,05 mg/m ³

Somme des métaux (Cd+Hg+Tl)	Si le flux horaire total de cadmium, mercure, thallium et de leurs composés dépasse 1 g/h.	0,1 mg/m ³
Somme des métaux (As+Se+Te)	Si le flux horaire total d'arsenic, sélénium, tellure et de leurs composés dépasse 5g/h.	1mg/m ³
Plombs et ses composés (Pb)	Si le flux horaire total de plombs et de ses composés dépasse 10g/h.	1mg/m ³
Somme des métaux (Sb+Cr+Co+Cu+Sn+Mn+Ni+V+Zn)	Si le flux horaire total d'antimoine, chrome, cobalt, cuivre, étain, manganèse, nickel, vanadium, zinc et de leurs composés dépasse 25g/h.	5 mg/m ³

Constats :

Paramètres	Concentration maximale en sortie de la biopile	Analyse du 07/08/2023 (mg/Nm ³)	Analyse du 10/10/2023 (mg/Nm ³)	Analyse du 18/12/2024 (mg/Nm ³)
NH3	20mg/Nm ³	0,08	0,05	0,04
COVNM (en carbone total)	50mg/Nm ³	5,2	0,97	0,13
Somme des COV visés à l'annexe III de l'arrêté ministériel du 2 février 1998.	20mg/Nm ³	0,181	0,0854	0,067
Somme des composés organiques volatils halogénés auxquels sont attribués les mentions de	20mg/Nmv	0	0	0

dangers H341 ou H351.				
Somme des substances ou mélanges auxquels sont attribuées, ou sur lesquels doivent être apposées les mentions de danger H340, H350, H350i, H360D ou H360F ou en raison de leur teneur en COV.	2 mg/Nm ³	0	0	0

Si présence de terres et matériaux présentant des pollutions métalliques au-delà de 3 fois les seuils réglementés dans l'arrêté ministériel du 12 décembre 2014 dans les terres, les paramètres suivants sont analysés en sus:

Paramètres	Flux	Concentration maximale en sortie de la biopile	Analyse du 07/08/2023 en mg/m ³
Cadmium (Cd)	Si le flux horaire total de cadmium, mercure, thallium et de leurs composés dépasse 1 g/h.	0,05 mg/m ³	0
Mercure (Hg)	Si le flux horaire total de cadmium, mercure, thallium et de leurs composés dépasse 1 g/h.	0,05 mg/m ³	0,0003
Thallium (Tl)	Si le flux horaire total de cadmium, mercure, thallium et de leurs composés dépasse 1 g/h.	0,05 mg/m ³	0
Somme des métaux (Cd+Hg+Tl)	Si le flux horaire total de cadmium, mercure, thallium et de leurs	0,1 mg/m ³	0

	thallium et de leurs composés dépasse 1 g/h.		
Somme des métaux (As+Se+Te)	Si le flux horaire total d'arsenic, sélénium, tellure et de leurs composés dépasse 5g/h.	1mg/m ³	0
Plombs et ses composés (Pb)	Si le flux horaire total de plombs et de ses composés dépasse 10g/h.	1mg/m ³	0
Somme des métaux (Sb+Cr+Co+Cu+Sn+Mn+Ni+V+Zn)	Si le flux horaire total d'antimoine, chrome, cobalt, cuivre, étain, manganèse, nickel, vanadium, zinc et de leurs composés dépasse 25 g/h.	5 mg/m ³	0,0000

L'exploitant a fourni les différents rapports d'analyses effectuées par la société KALI'AIR dans son rapport d'activité de 2023. Les campagnes ont été réalisées le 07/08/2023, le 10/10/2023 et le 18/12/2023. L'ensemble des paramètres analysés ont une concentration bien en dessous des valeurs limites d'émission.

[Pdc n° 7]: Pas d'écart constaté.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

-

Type de suites proposées : Sans suite

N° 8 : Suivi biopile

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 12/06/2019, article 3.2.5

Thème(s) : Risques chroniques, Biopile

Prescription contrôlée :

À l'issue des 3 campagnes de caractérisation des rejets atmosphériques, l'exploitant transmet à l'inspection des installations classées un rapport de synthèse des 3 campagnes. Il devra proposer notamment une valeur limite annuelle des émissions diffuses et revoir annuellement cette estimation.

L'exploitant met à jour son volet sanitaire dans le cas où le rapport de synthèse fait apparaître les

paramètres susmentionnés et réalise le cas échéant, une modélisation pour le benzène.

Constats :

Le process de traitement par biopile a été mis en fonctionnement en juin 2023. Conformément à son arrêté préfectoral, l'exploitant a réalisé 3 campagnes de caractérisation des rejets atmosphériques espacées de 2 mois dans les 6 mois consécutifs à la mise en fonctionnement de la biopile. Les campagnes ont été réalisées le 07/08/2023, le 10/10/2023 et le 18/12/2023 et ont mis en évidence des concentrations nettement inférieures aux valeurs limites.

Au jour de l'inspection, il n'y avait plus de biopile en activité.

Lors de ces différentes campagnes, l'exploitant a effectué des mesures sur les polluants de type solvants, pesticides, métalliques ainsi que le benzène. Cependant l'exploitant n'a pas fait de rapport synthétisant le résultat de cette campagne sur ces types de polluants, afin de vérifier si une mise à jour du volet sanitaire est nécessaire.

[Pdc n° 8]: L'exploitant n'a pas transmis un rapport de synthèse des 3 campagnes de caractérisation des rejets atmosphériques.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

L'exploitant transmet à l'inspection des installations classées les justificatifs permettant de répondre au constat [Pdc n° 8] formulé.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande d'action corrective

Proposition de délais : 60 jours